

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2024**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT AU PROFIT DES ÎLES DE
LOISIRS - 1ER RAPPORT POUR L'ANNÉE 2024**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	9
Annexe 1 - Fiches projets Aménagements.....	10
Annexe 2 - Fiche-projet sécurité.....	17
Annexe 3 - Avenant 4 DSP Vaires-Torcy.doc.....	20
Annexe 4 - Protocole transactionnel VP SITEX.....	23

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Investissements dans les îles de loisirs avec Syndicats mixtes

Il est proposé de financer **deux** opérations d'investissement nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, détaillées en annexe 1 à la présente délibération :

- **Jablins-Annet** : Remplacement du sol des terrains multisports (35 022 €)
- **Port aux Cerises** : Réfection de la clôture du paddock du poney club (56 000 €)
- **Etampes** : Acquisition d'un écran géant sur remorque (83 701.44 €)

2. Sécurité dans les îles de loisirs

Il est proposé de financer **une** opération détaillée en annexe 2 à la présente délibération qui concerne :

- **Cergy-Pontoise** : Construction d'une clôture périphérique au niveau de la berge entre l'étang des Eguerets et le centre balnéaire. (55 000 €).

3. Île de loisirs de Vaires-Torcy

Aménagements complémentaires nécessaires pour l'accueil des JOP

Il est proposé d'affecter une autorisation de programme de 845 000 €, au titre des équipements sportifs d'intérêt régional pour le site de Vaires sur Marne, afin de réaliser, sous maîtrise d'ouvrage Région, des aménagements complémentaires nécessaires pour l'accueil des JOP (plan d'eau, fiabilisation des bâtiments....).

En complément, il est proposé d'affecter une autorisation de programme complémentaire de 2 000 000€ dans le cadre de la convention de mandat confiée à ILE DE FRANCE CONSTRUCTION DURABLE (IDFCD), pour des travaux de mise en configuration olympique du stade nautique olympique d'Ile-de-France de Vaires-sur-Marne.

Réalisation d'une aire de camping-car

Dans le cadre de l'avenant N° 3 à la convention d'objectifs avec la Solideo, approuvé par délibération N° CP 2023-407 du 17 novembre 2023, le financement d'une aire de camping-car à hauteur de 1,6 M€ est inscrit. Cet aménagement sera destiné à l'accueil de délégations sportives pendant les JOP, et au-delà des JOP, il viendra conforter la vocation touristique du site.

Pour ce faire, il est proposé d'affecter une autorisation de programme de 1 600 000 €, et de signer un avenant au contrat de délégation de service public entre la Région et le délégataire de l'île de loisirs de Vaires-Torcy. Cet avenant détaillé en annexe 3 du présent rapport vise à intégrer cet aménagement dans le programme d'investissement en y ajoutant le montant correspondant, ces 1.6 M€ venant en complément des engagements initiaux pris par le délégataire dans le cadre du contrat de DSP.

Affectation d'autorisation de programme pour la sécurité

Il est proposé d'affecter une autorisation de programme complémentaire de 75.000 € pour la vidéoprotection.

Cette affectation complémentaire fait suite aux trois affectations réalisées en 2020 (300 000 €),

2022 (630 000 €) et 40 500 € (2023). Le système de vidéoprotection mis en place en 2023 comprend la pose des caméras sur l'ensemble du site de Vaires-Torcy, la création d'un PC centralisé sur le site de Vaires ainsi qu'une liaison radio pour relier le site de Torcy à ce PC.

Une affectation complémentaire à hauteur de 75 000 € est nécessaire, d'une part pour financer la révision contractuelle des prix du marché et, d'autre part pour réaliser des aménagements complémentaires demandés par le délégataire, afin en particulier de renvoyer les fonctionnalités du pc sécurité sur les 3 accueils open set, hébergement et nautique ce qui permettra à l'exploitant de gérer le site de manière plus efficace en adéquation avec les moyens dont il dispose.

4. Île de loisirs de la Corniche des Forts

Approbation d'un protocole et affectation complémentaire de crédits

Suite à l'occupation du site dit « Tavares » à compter du 30 avril 2023 par des occupants sans titres, la Région a demandé au titulaire du marché de sécurité, la société VP Sitex, de maintenir un gardiennage sur place pour éviter toute dégradation et circonscrire l'occupation sur un seul pavillon afin d'éviter son extension à des parcelles limitrophes.

Ce dispositif exceptionnel a dû être maintenu jusqu'au 2 novembre 2023, tout au long de la procédure judiciaire et jusqu'à ce que l'expulsion des occupants soit exécutée par la préfecture de Seine Saint Denis.

Du fait de ces circonstances, la Région a demandé à la société d'effectuer des prestations supplémentaires au-delà du montant maximum contractuel de l'accord-cadre, sans établir préalablement un avenant à l'accord-cadre.

Le présent protocole transactionnel joint en annexe 4 vise donc à permettre d'indemniser le titulaire du marché à hauteur de 282 745,80 € pour la réalisation de ces prestations qui représentent 187 jours de gardiennage supplémentaire.

Par ailleurs Il est proposé d'affecter 28 000 € pour le solde de ce marché.

5. Fonds d'urgence

Le fonds d'urgence a pour objectif de permettre la réalisation de travaux d'investissement indispensables dans la limite de 45 000 € mettant en cause la continuité du service public ou la sécurité des visiteurs et des personnels dans les îles de loisirs


C'est dans ce cadre qu'il est proposé d'affecter un montant de 100 000 € d'autorisations de programme.

6. Tickets loisirs

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de 50 000 € afin de développer les évolutions nécessaires du service numérique Mes Tickets loisirs après une première saison d'utilisation.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 31 JANVIER 2024

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT AU PROFIT DES ÎLES DE LOISIRS - 1ER RAPPORT POUR L'ANNÉE 2024

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 14-442 du 18 juin 2014 relative aux équipements sportifs d'intérêt régional – affectation d'autorisations de programme pour le site sportif de l'Île de Vaires (77) et habilitation du président du conseil régional d'Ile-de-France à lancer une procédure d'appel d'offres concernant le site de l'Île de Vaires (77) et à signer les marchés correspondants ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU les délibérations n° CR 2017-55 du 9 mars 2017 et N° CP 2018-085 du 16 mars 2018 relatives à la nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances ;

VU la délibération n° CP 2021-209 du 1er avril 2021 relatif à l'approbation du contrat de délégation de service public de l'île de loisirs de Vaires-Torcy

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU les statuts des SMEAG des îles de loisirs de Jablines-Annet, Port aux Cerises, Cergy-Pontoise, Etampes et du SMEG de la Corniche des Forts ;

VU les conventions de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Jablines-Annet, Port aux Cerises, Cergy-Pontoise, Etampes et du SMEG de la Corniche des Forts ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2024 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2024-036 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 338-001 (13300101) « Investissements dans les îles de loisirs »

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100% du coût des investissements, tel que cela figure en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **174 723,44 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissement dans les îles-de-loisirs » du budget 2024.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 2 : Programme HP HP39-001 (13900103) « Sécurisation des îles de loisirs »

Décide de participer au financement des investissements relatifs à la sécurisation des îles de loisirs, par l'attribution au syndicat mixte, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, tel que cela figure dans l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **55 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 39 « Sécurité », programme HP 39-001 (139001) « sécurité dans les propriétés régionales », l'action 13900103 « Sécurisation des îles de loisirs » du budget 2024.

Article 3 : Île de loisirs de Vaires-Torcy

Affecte une autorisation de programme de **845 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », du budget 2024, au titre du programme HP 325-003 (132003) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200306 « Equipements sportifs – Vaires Torcy », la Région étant maître d'ouvrage.

Autorise la signature de l'avenant au contrat de délégation de service public entre la Région et la société Vaires-Torcy-Loisirs, en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **2 000 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », du budget 2024, au titre du programme HP 325-003 (132003) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200306 « Equipements sportifs – Vaires Torcy », la Région étant maître d'ouvrage., dans le cadre de la convention de mandat (N° 1100504) confiée à Ile de France Construction Durable.

Affecte une autorisation de programme de **1 600 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », du budget 2024, au titre du programme HP 325-003 (132003) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200306 « Equipements sportifs – Vaires Torcy »

Affecte une autorisation de programme de **75 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 39 « Sécurité », programme HP 39-001 (139001) « sécurité dans les propriétés régionales », l'action 13900103 « Sécurisation des îles de loisirs » du budget 2024, la Région étant maître d'ouvrage.

Article 4 : Île de loisirs de la Corniche des Forts

Affecte une autorisation de programme de **28 000 €** disponible sur le chapitre 903 « culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », code fonctionnel 39 « Sécurité », au titre du programme HP39-001 (139001) "Sécurité dans les propriétés régionales", action 13900103 « Sécurisation des îles de loisirs », du budget 2024 pour la sécurisation de l'île de loisirs, la Région étant maître d'ouvrage.

Décide d'approuver le protocole d'accord transactionnel en annexe 4 à la présente délibération avec la société VP Sitex à hauteur de 282 745,80 € et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

Article 5 : Fonds d'urgence

Affecte une autorisation de programme prévisionnelle de **100 000 €** pour le fonds d'urgence en faveur des îles de loisirs. Cette somme disponible est affectée sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et Loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissement dans les îles-de-loisirs » du budget 2024.

Article 6 : Tickets loisirs

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes », au titre du programme HP338-004 (33004) « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300401 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances » du budget 2024.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projets Aménagements

DOSSIER N° 24001137 - Jablines-Annet - Remplacement du sol des terrains multisports

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	35 022,00 € TTC	100,00 %	35 022,00 €
	Montant total de la subvention		35 022,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'ETUDE
D'AMENAGEMENT DE GESTION DE LA
BASE DE LOISIRS DE JABLINES

Adresse administrative : MAIRIE
77450 JABLINES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jean-Michel BARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement du sol des terrains multisports

Dates prévisionnelles : 2 février 2024 - 21 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs de Jablines-Annet met à disposition des usagers des terrains multi sports en accès libre dont le sol doit être rénové.

En effet, le sol sportif constitué de moquette est particulièrement usé, des flaques d'eau se forment les journées de pluie. Ce sol était garanti 8 ans et sa durée de vie estimée entre 10 et 15 ans or il a 16 ans.

Le coût total du projet est estimé à 35 022 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2024

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Remplacement du sol des terrains multisports	35 022,00	100,00%
Total	35 022,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	35 022,00	100,00%
Total	35 022,00	100,00%

DOSSIER N° 24001139 - Port aux Cerises - Réfection de la clôture du paddock du poney club

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	56 000,00 € TTC	100,00 %	56 000,00 €
	Montant total de la subvention		56 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR
LOISIRS
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur THIERRY BATTESTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection de la clôture du paddock du poney club

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2024 - 31 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de rendre l'équipement conforme le plus rapidement possible, il convient de prévoir un démarrage anticipé.

Description :

Le paddock du poney club de l'île de loisirs du Port aux Cerises accueille les poneys, les chevaux de la brigade équestre et est également utilisé pour les promenades. Cet équipement n'a pas fait l'objet de réfection d'ampleur depuis les années 90, la DGCCRF (direction régionale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) a relevé des non conformités:

- les garde-corps en bois fragilisés en très mauvais état.
- les poteaux désolidarisés de leur fondation.

La clôture doit donc être rénovée afin d'assurer la sécurité des usages et des équidés.

Le coût total du projet est estimé à 56 000 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2024

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réfection de la clôture du paddock du poney club	56 000,00	100,00%
Total	56 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	56 000,00	100,00%
Total	56 000,00	100,00%

DOSSIER N° 24002856 - Etampes - Acquisition d'un écran géant sur remorque

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	83 701,44 € TTC	100,00 %	83 701,44 €
	Montant total de la subvention		83 701,44 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ETAMPES
Adresse administrative : 5 AVENUE CHARLES DE GAULLE
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition d'un écran géant sur remorque

Dates prévisionnelles : 12 janvier 2024 - 29 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : le délai de fabrication et de livraison étant de 4 mois, une commande anticipée est nécessaire.

Description :

L'Île de loisirs d'Étampes située aux confins sud de la Région Île de France et du département de l'Essonne, revêt une situation géographique idéale pour célébrer les Jeux Olympiques et Paralympiques.

A cet effet, elle sollicite la Région pour l'acquisition d'un écran géant sur remorque qui sera utilisé pour la retransmission des JOP et constituera ensuite un héritage pour l'après JOP. Son caractère modulable et déplaçable facilement en fait un outil particulièrement souple et adapté au fonctionnement de l'île de loisirs et sera un atout pour mieux communiquer et renforcer sa notoriété.

Le coût total du projet est estimé à 83 701,44 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2024

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ecran géant sur remorque	83 701,44	100,00%
Total	83 701,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	83 701,44	100,00%
Total	83 701,44	100,00%

Annexe 2 - Fiche-projet sécurité

DOSSIER N° 24001140 - Cergy-Pontoise - Construction d'une clôture périphérique entre l'étang des Eguerets et le centre balnéaire

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)

Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Imputation budgétaire : 903-39-2041582-139001-300

Action : 13900103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	55 000,00 € TTC	100,00 %	55 000,00 €
Montant total de la subvention			55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : RUE DES ETANGS
95001 CERGY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Thibault HUMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'une clôture périphérique entre l'étang des Eguerets et le centre balnéaire

Dates prévisionnelles : 2 février 2024 - 20 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Afin d'accroître l'efficacité de son dispositif général de sécurité, le SMEAG de l'île de loisirs de Cergy Pontoise souhaite clôturer la berge entre l'étang des Eguerets et le centre balnéaire. En effet cet étang n'est pas surveillé, une noyade y est survenue cet été.

De plus, depuis plusieurs saisons, les pédalos évoluant sur l'étangs des Eguerets sont loués par des groupes d'individus qui les utilisent pour accéder au centre balnéaire en s'affranchissant ainis du paiement de l'entrée.

Enfin, certains contrevenants profitent de l'absence de clôture et de l'accessibilité de la berge pour traverser l'étang à la nage.

La clôture fera 500 mètres linéaire et sera ponctuée de 2 portillons de 90 cm permettant aux services d'accéder au système de pompage et d'un portail de 2 mètres afin de permettre au bateau des secours d'accoster.

Le coût total du projet est estimé à 55 000 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2024

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Clôture entre l'étang des Eguerets et le centre balnéaire	55 000,00	100,00%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	55 000,00	100,00%
Total	55 000,00	100,00%

Annexe 3 - Avenant 4 DSP Vaires-Torcy.doc

CONTRAT N°2000196

Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'île de loisirs de Vaires-Torcy (77)

AVENANT N° 4

**Modification en application de l'article R. 3135-1 du
Code de la Commande Publique**

A - Identification de l'Autorité Délégante

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

2, rue Simone Veil

93400 SAINT OUEN SUR SEINE

B - Identification du Déléataire

Le titulaire du contrat de délégation de service public est :

Société VAIRES-TORCY LOISIRS

Route de Lagny

77200 Torcy

RCS Meaux : 904 498 011

C - Objet de la Délégation de Service Public

☐ Objet :

Contrat n°2000196 - Délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation de l'île de loisirs de Vaires-Torcy (77)

La délégation de service public a pour objet de confier au délégataire l'exploitation de l'île de loisirs de Vaires-Torcy (350 hectares). Le service public dont la gestion est confiée au délégataire comprend diverses activités de service public, notamment à disposition du mouvement sportif, visées au projet de contrat de délégation de service public.

☐ Date de la notification du contrat de délégation de service public :

30/04/2021

☐ Durée d'exécution du contrat de délégation de service public :

Le contrat entre en vigueur à compter de sa notification au Déléataire pour une durée de 15 ans et 8 mois. Son terme normal est fixé au 31 décembre 2036.

D - Objet de l'avenant.

☐ Justification de l'avenant :

Cet avenant a pour objet de confier au délégataire la réalisation d'une aire de camping-car sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy qui implique plusieurs modifications par rapport au projet initialement défini dans l'offre, en termes notamment d'emplacement et de dimensionnement de l'aire de camping-car.

Le financement de cette opération, ainsi que la réalisation par la société Vaires-Torcy Loisirs sont prévus dans le cadre de l'avenant N° 3 à la convention d'objectif avec la Solideo approuvée par délibération N° CP 2023-407 du 17 novembre 2023, à hauteur de 1,6 M€.

Cet équipement sera destiné à l'accueil de délégations sportives et de représentants des disciplines d'aviron et de canoe-kayak pendant les JOP et au-delà viendra conforter la vocation touristique du site.

Il est proposé de réaliser cet aménagement dans le cadre d'un avenant passé au présent contrat de DSP sur la base de l'article 20.4 « Révision des conditions d'exécution du Contrat »

Sur cette base le présent avenant vise à indemniser le délégataire pour la prise en charge de l'aménagement de l'aire de camping car à hauteur de 1.600.000 € TTC.

Compte tenu des délais courts restant entre la signature du présent avenant et la phase à partir de laquelle Paris 2024 bénéficiera d'une exclusivité d'utilisation du site, les parties conviennent de se rapprocher en cas de difficultés rencontrées par le délégataire pour obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation de l'aire. Chaque partie fera ses meilleurs efforts permettant de solutionner les difficultés éventuellement rencontrées.

☐ Modifications introduites par le présent avenant :
L'article suivant est modifié comme suit :

Article 20.4 « Révision des conditions d'exécution du Contrat »

A la fin de l'article le paragraphe suivant est ajouté

« En application de l'avenant n° 3 à la convention avec la SOLIDEO et notamment de son article 1 et conformément aux annexes 1 « Programme Fonctionnel et Technique » et 6 « Organisation du MOA » la Région confie au délégataire la réalisation de l'aire de camping-car prévue dans les travaux supplémentaires listés à l'article 1 du dit avenant et indemnise le délégataire à hauteur de 1,6 M€ correspondant au financement prévu dans ce cadre. Ce montant sera facturé à la Région par le délégataire à l'entrée en vigueur du présent avenant.

Le délégataire s'engage à actualiser le programme d'investissement prévu à l'article 19-1 et à l'annexe 17 du contrat de délégation du service public afin d'y inclure l'aire de camping-car, en suivant les modalités précédemment définies. L'adoption du programme d'investissement fera l'objet d'un avenant ultérieur qui apportera des modifications à ce programme afin de tenir compte des ajustements nécessaires résultant de cet avenant et de l'exploitation.

Cette mise à jour du programme d'investissement devra être présentée pour accord à l'autorité délégante avant le 31 mai 2024.

☐ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le contrat : ☐ NON ☒ OUI

☐ Le présent avenant devient exécutoire à compter de sa notification

E - Signature du titulaire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'Autorité Concédante

À Saint-Ouen-sur-Seine, le

Signature
(représentant de l'Autorité Délégante, région Île-de-France)

Annexe : programme de réalisation de l'aire de camping-car

Annexe 4 - Protocole transactionnel VP SITEX

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIETE VP SITEX

MARCHE N° 1900955

ENTRE

La Société VP SITEX, dont le siège est situé 8 rue Bernard Buffet - 75017 PARIS – inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro SIRET : 381 289 628 00343

Représentée par :

Monsieur CHWAT, Jean-Christophe, en sa qualité de Président,

D'une part,

ET

La REGION ILE-DE-FRANCE

Ayant son siège au 2, Rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France, dûment habilitée à cet effet par délibération CP de la Commission Permanente en date du

ci-après dénommée « la Région »

D'autre part.

La société VP SITEX et la Région Île-de-France étant nommées collectivement les « Parties »

AU PREALABLE IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Région Ile-de-France a notifié le 11 février 2020 à la société VP SITEX le marché public n°1900955 relatif à des interventions de sécurisation de locaux vacants situés sur l'Ile de loisirs de la Corniche des Forts (93).

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande fondé sur les prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires (BPU). Il est conclu avec un montant maximum de 100.000 € HT par période de 2 ans et sans montant minimum.

Ce marché a été conclu pour une durée de deux ans, reconductible tacitement 1 fois pour la même durée, sans que la durée totale du marché n'excède quatre ans, à compter de sa notification.

À la suite de la reconduction tacite de l'accord-cadre au terme de la première période d'exécution, la seconde période d'exécution, d'une durée de 2 ans, a donc débuté le 11 février 2022.

Ce marché comprend différents types de prestations :

- Interventions programmées ou d'urgence visant à l'installation, la location, la pose de portes, de fenêtres, de panneaux métalliques renforcés de sécurité ;
- Installation d'un système d'alarme et la télésurveillance associée ;
- Astreinte téléphonique ;
- Interventions d'urgence visant à l'intervention sur site de personnel de sécurité ou de gardiennage (levées de doutes, mise en sécurité urgentes, etc.).

Le marché n'a donné lieu à ce jour à aucun avenant.

Suite à l'occupation du site dit « Tavares » à compter du 29 avril 2023 par des occupants sans titres, la Région a demandé à la société VP SITEX la mise en place d'un gardiennage renforcé et permanent 24h/24 et 7 jours/7 qui a été prolongé jusqu'au 2 novembre 2023 (cf. annexe 1).

En effet, dans l'attente de la décision de justice, il importait de maintenir un gardiennage sur place pour éviter toute dégradation et circonscrire l'occupation sur un seul pavillon afin d'éviter son extension à des parcelles limitrophes.

Ce dispositif exceptionnel a dû être maintenu jusqu'au 2 novembre 2023, tout au long de la procédure judiciaire et jusqu'à ce que l'expulsion des occupants soit exécutée par la préfecture de Seine Saint Denis. Cette expulsion est intervenue le 27 octobre 2023 en application de la décision prononcée par le tribunal administratif de Montreuil le 31 juillet 2023, et notifiée par huissier le 29 septembre 2023.

Du fait de ces circonstances, et d'un manquement partagé dans le suivi de l'exécution du marché, la Région a demandé à la société VP SITEX d'effectuer des prestations supplémentaires au-delà du montant maximum contractuel de l'accord-cadre, sans établir préalablement un avenant à l'accord-cadre.

Le présent protocole transactionnel vise donc à permettre d'indemniser la société VP SITEX pour les prestations de gardiennage renforcé et permanent réalisées au-delà du montant maximum de l'accord-cadre.

La période concernée par cette régularisation couvre plus précisément les prestations de gardiennage réalisées du 29 avril 2023 au 2 novembre 2023.

Conformément au tableau figurant en annexe 1 :

- Les prestations concernées ont donné lieu à 2 bons de commande pour la période du 29 avril au 31 juillet 2023.
- Les prestations concernant la période du 1^{er} au 31 août ont donné lieu à un ordre de service n° 2, pris sur la base d'un devis 16571-0 qui s'est avéré erroné dans son montant (1 jour omis) et a été rectifié par le devis 16571-1 d'un montant de 28 075,58 € TTC, accepté par la Région.
- Les prestations concernant la période du 1^{er} septembre au 2 novembre 2023 n'ont fait l'objet d'aucun bon de commande ni ordre de service mais ont donné lieu à 2 devis acceptés, le premier du 1^{er} au 30 septembre 2023 et le 2^{ème} du 1^{er} octobre au 2 novembre 2023, établis pour donner suite à une demande des services de la Région, effectuée par courrier électronique, de maintenir un gardiennage sur place jusqu'à la fin de l'occupation du site.

C'est dans ce contexte que, dans le respect de leurs intérêts propres et après discussions et concessions réciproques, en vue de mettre fin sans réserve au litige qui les opposerait, les parties ont décidé de conclure le présent protocole d'accord transactionnel qui se trouve régi par les articles 2044 et suivants du Code civil.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de permettre le règlement des prestations effectuées par l'entreprise VP SITEX, du 29 avril 2023 au 2 novembre 2023, excédant le montant maximum de l'accord-cadre n°1900955 relatif à des interventions de sécurisation de locaux vacants situés sur l'île de loisirs de la Corniche des Forts (93), dans sa quatrième année d'exécution, et ce afin d'éviter toute procédure contentieuse.

ARTICLE 2 – CONCESSIONS RECIPROQUES

2.1. Engagements et concessions de la Région Île-de-France

La Région Île-de-France s'engage à indemniser la société VP SITEX pour les prestations réalisées qui n'ont pas pu être payées au titre de l'accord-cadre n°1900955 en raison du dépassement du montant maximal bi-annuel contractuel.

Les prestations réalisées à indemniser représentent un montant total de **282 745,80 € TTC**.

Ces crédits ont été affectés et engagés en 2023 par les services régionaux.

Le détail des postes de dépenses à régler figure en annexe 2 du présent protocole.

2.2. Engagements et concessions de la société VP SITEX

En contrepartie des engagements et concessions de la Région Île-de-France, tels que stipulés ci-dessus à l'article 2.1., la société VP SITEX s'engage à renoncer à exercer à l'encontre de la Région toute action tendant à une quelconque demande d'indemnisation et de versement de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre du marché n°1900955 ou des prestations objet du présent protocole.

ARTICLE 3 – MODALITES DE PAIEMENT

L'indemnisation due par la Région Ile-de-France au titre du présent protocole est établie à un montant total de **282 745,80 euros TTC** accordée à titre forfaitaire et elle couvre la totalité des sommes dues à la société VP SITEX au titre des prestations supplémentaires réalisées entre le 29 avril 2023 et le 2 novembre 2023, excédant le montant maximum de l'accord-cadre n° 1900955 notifié le 11 février 2020, selon le tableau en annexe 1.

La dépense correspondante est imputée sur le chapitre 903 « culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », code fonctionnel 39 « Sécurité », au titre du programme HP39-001 (139001) "Sécurité dans les propriétés régionales", action 13900103 « Sécurisation des îles de loisirs »,

Le versement sera effectué par la Région, par virement bancaire sur le compte de la société VP SITEX, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent protocole.

Titulaire
VPSITEX SAS

Domiciliation
SG ST QUENTIN EN YVELINE (02190)
2 B BD VAUBAN
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

Référence bancaire

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
30003	02190	00020145672	77

IBAN : **FR76 3000 3021 9000 0201 4567 277**
BIC-ADRESSE SWIFT : **SOGEFRPP**

ARTICLE 4 – RENONCIATION A TOUT RECOURS

Par la présente transaction, conclue sans reconnaissance de responsabilité, en application des dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil, les parties signataires entendent écarter tout différent sur le présent marché

En conséquence, chacune des parties renonce irrévocablement à tous autres droits, actions ou demandes d'indemnités de quelque nature résultant de l'exécution du présent protocole et reconnaît, conformément aux dispositions de l'article 2052 du Code Civil, que le présent accord aura entre elles l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par la Région à la société VP SITEX, après accomplissement des différentes formalités préalables, notamment sa transmission en préfecture, conformément aux dispositions des articles L.4141-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente transaction seront soumis au tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 7 – DIVISIBILITE

Si l'une des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des dispositions de portée équivalente et les plus proches possible des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à Saint-Ouen, le

Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction ».

Pour la Région Ile-de-France

La présidente

Pour la Société